

Un an déjà ; nous persévérons

Il y a juste un an, nous nous lançons dans cette aventure de création de notre association, **CAP Vivre Ensemble**. Nous n'avions pas de moyens (notamment financiers), pas d'appuis particuliers (nous étions des inconnus), pas d'expérience. Uniquement des convictions fortement ancrées et la certitude que nous représentions un courant d'opinion qui ne s'était pas exprimé jusque là. Nous avons été accueillis avec un certain scepticisme car nous troublions le dispositif convenu. On ne pouvait pas nous coller une étiquette politique, notre propos était en opposition avec le discours ambiant qui s'étalait depuis des lustres dans les médias. Nous affirmions notre fierté d'être français, d'appartenir à un peuple enraciné dans une histoire que nous voulions collective, admise par tous ceux qui sont sur ce sol. Nous proclamions notre volonté de maintenir, en rénovant si besoin, la communauté des citoyens désireux de vivre ensemble, égaux et différents, en dépassant leurs différences, quelles qu'elles soient. Nous nous référons aux valeurs de la République.

Nous ne pouvions alors que nous opposer fermement à un projet de département construit, qu'on le veuille ou non, sur des bases ethniques et faisant le jeu des séparatistes. **I m m é d i a t e m e n t**, spontanément, les adhésions sont arrivées. A force d'insis-

tance, nous avons réussi à faire entendre notre musique. Nous étions parfaitement conscients que notre combat serait long et difficile puisque la première des associations en faveur d'un département basque s'était constituée dès 1974 autour d'un noyau de nationalistes. Il nous fallait mettre les bouchées doubles. Parallèlement à l'action de quelques autres, nous avons cherché à limiter la propagation de cet incendie qui est loin d'être éteint. Notre contre-feu, grâce à des vents un moment favorables, a produit quelque effet. Mais les incendiaires sont toujours actifs, surtout ceux qui, de l'arrière, amènent les combustibles et les briquets en ayant l'air de nous faire croire qu'ils préparent un barbecue.



tant, on combat pour des idées qu'on estime fondamentales dans la société où on vit, il faut faire preuve, et de pugnacité, et de lucidité. Il faut même montrer une pugnacité supérieure à celle de ses adversaires. Notre association, avec ses adhérents, est bien décidée à poursuivre son action avec détermination. Nous le disons bien haut pour être entendus de tous. Nous persévérons !

Cette bougie est un double symbole. Elle marque notre première anniversaire et représente notre persévérance. Cette flamme perdurera pour apporter son éclairage dans un débat volontairement obscurci. Nous continuons avec la certitude de combattre pour une cause légitime.

La parole à...

Pierre-André Taguieff

philosophe, historien des idées politiques

Nous publions ci-dessous des extraits d'une conférence prononcée lors de la table ronde organisée par le Cercle Républicain des Travailleurs de Thoiry (président M. Roland Monnet). Le thème en était : « L'Europe des particularismes régionaux : dérives communautaristes ou intérêts légitimes ? ». Nous remercions MM. Taguieff et Monnet de leur accord.

L'histoire des nations et des nationalismes est imbriquée dans l'histoire de la modernité politique, celle du progrès, celle de l'idée selon laquelle le changement, notamment le mouvement du moins bien vers le mieux est, en quelque sorte, la norme. (...) Or, le nationalisme s'est pensé et légitimé comme un mouvement de modernisation dans le cadre de cette conception du progrès comme mouvement nécessaire, irréversible et indéfini. Il s'agissait d'en finir avec les particularismes, avec ce qui était perçu et ce qui sera perçu de plus en plus au XIXe siècle, notamment du fait de la théorie de l'évolution, comme les survivances d'un passé dépassé.

Vous comprendrez donc aisément comment logiquement les passions identitaires peuvent

(Suite page 5)

De la Corse et d'autres lieux

Pour le Premier ministre, les procédures prévues pour la Corse ne peuvent « évidemment » pas être extrapolées à d'autres régions de France. Aux vues des réactions provoquées par les accords de Matignon, favorables ou défavorables, on a l'impression que le Premier ministre est bien le seul à penser ainsi. Dans notre région notamment, les partisans d'un département Pays basque s'en sont trouvés tout requinqués, après la douche froide provoquée par les positions du gouvernement exprimées en leur temps par M. Chevènement.

Après les accords de Matignon, tous les journaux, régionaux ou nationaux, en sont allés de leur enquête en Bretagne, en Savoie et bien sûr au Pays basque. Du coup, toutes les vieilles légendes ont été ressorties. Nous nous bornerons à constater quelques réalités.

D'abord une évidence : La Corse est une île. Pas l'Auvergne, pas le Pays basque. Ainsi, le territoire appelé Corse est-il, de façon claire pour tous, nettement défini. C'est la Méditerranée qui marque la limite territoriale. L'Auvergne est une entité administrative clairement définie puisque elle a été formée à partir de quatre départements. Qu'en est-il du Pays basque ? La seule existence administrative légale est le Pays « Pays basque » qui a été créé en application de la loi Pasqua de 1995, que viennent de modifier la loi Voynet et la loi Chevènement sur l'intercommunalité. Donc c'est un peu court pour considérer que les limites du Pays basque sont clairement définies et s'imposent définitivement à tous. Au contraire, nous disons qu'historiquement, culturellement, sociologiquement, économiquement, l'agglomération bayonnaise y compris Boucau et le val d'Adour est loin d'être essentiellement basque et n'a pas vocation à être intégrée dans un territoire appelé Pays basque. Il faudra bien que les partisans de cette intégration, et notamment les tenants du département Pays basque précisent à la population sur quels critères ils se basent pour étayer leurs affirmations. Si c'est si évident que cela, il doit y avoir des arguments irréfutables, donc incontestables, compréhensibles par tous et faciles à mettre à l'avant. Nous les attendons avec intérêt. Mais au moins, qu'ils les donnent !

Historiquement

Historiquement, qu'on nous présente un document qui démontre sans équivoque que Bayonne a été et s'est, dans le passé, considérée basque. Il ne faut pas oublier que Bayonne s'est séparée du Labourd en 1177 et que, depuis, se sont constituées deux entités autonomes. Alors, vouloir en faire aujourd'hui la « capitale » du Pays basque, c'est tout de même un peu audacieux et très approximatif. Surtout lorsque, à la veille de la Révolution, en vue de l'élection des délégués aux Etats Généraux, on sait que Bayonne a voté avec la Sénéchaussée des Lannes et que l'on connaît ce qu'écrivaient les représentants du Labourd (voir à ce sujet notre communiqué après le vol aux Archives départementales). D'ailleurs, à y bien regarder, il n'est pas du tout innocent que les « démo » aient fait disparaître un document qui va justement à l'encontre de leur thèse favorite (le procédé est propre à tout régime qui veut instrumentaliser l'Histoire, par exemple dans les « démocraties populaires » ; les mêmes causes produisent les mêmes effets).

Certes, de jeunes universitaires se lancent dans des travaux de linguistique sur les noms de personnes et de lieux à la fin de l'Ancien Régime. Nous n'avons pas qualité scientifique pour juger pareil travail. Ce que nous pouvons dire, c'est qu'il y a les faits et les interprétations des faits. On ne récrit pas l'Histoire et on ne bâtit pas une politique sur des hypothèses. On sait très bien à quels errements, passés et présents, mènent une telle attitude.

Il n'y a pas que les arguments historiques, il y a aussi la géographie. Le professeur Laborde a clairement montré, dans une conférence récente à la mairie de Bayonne, que cette ville se situait

au débouché de voies naturelles venant du nord-est et du sud-est et au confluent de flux issus des mêmes directions. Par conséquent, les influences qu'elle reçoit, à ce niveau, sont doubles. On en a un exemple encore plus parlant avec les activités du port. Dès sa fondation, Bayonne a été une garnison et un port. C'est surtout ce dernier qui a été l'épine dorsale de l'activité de la ville au cours des

Historiquement,
culturellement,
sociologiquement,
l'agglomération bayonnaise
est loin d'être
essentiellement basque

siècles. Ce n'est pas pour rien que la Chambre de Commerce et d'Industrie a placé en évidence dans son entrée une monumentale hélice de bateau. Or, aujourd'hui comme hier, l'activité du port provient, en quasi-totalité, des pays de l'Adour. En plaisantant, certains disent même qu'il y aurait un blocus du Pays basque que cela ne gênerait en rien le port de Bayonne. Personne ne peut contester ces faits.

Culturellement

Culturellement, les faits sont encore plus clairs. Nous laisserons aux Gascons le soin d'affirmer que Bayonne reste encore « *le fiertat gasconne* ». Nous nous plaçons sur un autre point de vue. Pour nous, l'agglomération bayonnaise est à l'image de la France dans son entier, multiculturelle par l'origine de sa population. Il suffit de citer deux chiffres de l'enquête linguistique effectuée en 1996 (voir notre article dans *la Semaine du Pays*

basque du 7/09/2000). Sur le BAB, 87% de la population ne comprend pas le basque (contre 64% sur l'ensemble dit Pays basque). Depuis cette date, il n'y a pas eu, à notre connaissance, de nouveau sondage sur ce sujet pourtant primordial.

Or, aujourd'hui, on ne réclame plus simplement des moyens légitimes de défense de langues régionales plus ou moins délaissées, certains exigent la co-officialisation d'une seule langue, l'euskara. C'est un slogan que l'on entend de plus en plus fréquemment, souvent dans la bouche de ceux qui, par ailleurs, essaient de donner le change en prétendant qu'ils défendent les cultures basque et gasconne. Au moins les nationalistes ne pratiquent pas ce genre d'hypocrisie. Et on voit bien par là que tout est lié. Pour appliquer une éventuelle co-officialisation de l'euskara, ou même, son enseignement obligatoire sauf dispense, mesure envisagée pour le corse, on est bien obligé de définir la zone géographique d'application, le Pays basque. D'où l'importance tout à fait stratégique de la délimitation. Les nationalistes l'ont tout de suite compris. Par contre, la classe politique fait comme si de rien n'était. On aboutit au paradoxe suivant : le maire de Bidache, arguant que « sa commune est gasconne », s'oppose en 1997 à l'ouverture d'une classe maternelle bilingue français-basque. Mais, par ailleurs, M. Lasserre continue à faire en sorte que Bidache soit intégré à un territoire nommé Pays basque, ce qui, logiquement, si une mesure semblable à celle prévue pour la Corse est appliquée, va entraîner dans cette « commune gasconne » l'enseignement quasi obligatoire du basque dans l'enseignement public. M. Lasserre est trop fin politique pour n'avoir pas conscience de ce paradoxe. Mais peut-être ne sait-il pas comment s'en sortir, pris qu'il est dans les mailles d'un filet tressé par les nationalistes avec la complaisance, pour ne pas dire plus, de quelques autres, parmi lesquels nombre de ses amis politiques. On voit qu'il ne s'agit là nullement

d'une question secondaire d'appellation qui ne prêterait pas à conséquence comme certains veulent nous le faire croire. C'est un point fondamental, à partir duquel s'enchaînent tous les raisonnements et dont les conséquences prévisibles sont patentées.

Sociologiquement

On dispose de deux instruments d'analyse pour apprécier l'importance de l'agglomération bayonnaise. D'un côté, pour l'INSEE qui mesure l'attractivité d'un pôle urbain en terme d'emplois, elle regroupe 34 communes dont 6 sur le département des Landes. Elle compte 207.000 habitants. De l'autre, le schéma directeur d'aménagement et de développement intéresse 25 communes autour du BAB dont 8 dans les Landes. Dans un « zonage en aires urbaines », autour du pôle urbain qui regroupe le maximum d'emplois, les communes de la couronne périphérique constatent qu'au moins 40% de leur population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans les communes attirées par celui-ci. Ça, c'est la réalité économique et sociale



incontournable. Les géographes⁽¹⁾ ont bien montré que « la territorialité au quotidien des habitants manque de lisibilité, à la différence de celle que décrivent les institutions ». A partir du pôle urbain du BAB, l'agglomération forme le premier cercle. C'est celui où se retrouvent ceux qui y travaillent, ceux qui y effectuent leurs achats, ceux qui participent aux manifestations culturelles ou

sportives. Il s'est ainsi constitué un bassin de vie, dont l'attraction déborde largement l'agglomération. C'est une réalité, celle qui concerne tous nos concitoyens. Cela n'a rien à voir avec un territoire mythique. Sur ce sujet, nous attendons avec curiosité le sondage réalisé auprès des habitants de la communauté avec la question : « des habitants des Aldudes ou de ceux de St Martin de Seignanx, desquels vous sentez-vous le plus proche ? », pour reprendre une formulation usitée par les instituts de sondage.

Face à cette dynamique, on conçoit l'intérêt d'un élargissement de la communauté d'agglomération qui permettrait que les limites administratives soient le reflet des réalités vécues par la population. Et une limite départementale ne fait nullement obstacle à cette opération. C'est à cette tâche que devraient s'attaquer les édiles de l'agglomération. Mais, sensibles à la pression très médiatisée des nationalistes et des départementalistes qui dénaturent le débat, les responsables naviguent à vue et ne se montrent pas à la hauteur de cet enjeu essentiel pour notre devenir.

Alors, pourquoi M. Lamassoure, président de la Communauté d'agglomération, parle-t-il toujours des « Basques », entre lesquels il ne veut plus de frontière (voir page 7), pour désigner les habitants de l'agglomération. Croit-il qu'il va tenter ainsi d'autres communes à rejoindre la communauté en vue d'un élargissement logique et souhaitable ? Il faudra bien qu'un jour, il nous explique ce qu'il entend par là, en évitant si possible d'évoquer à ce sujet « une simple facilité de langage ». On comprend bien qu'à défaut de grand destin national, il veuille marquer l'histoire de la construction d'une Europe subnationale, en étant un des premiers à avoir constitué une entité territoriale et politique issue du démembrement de deux anciennes nations antemastrichtiennes. Mais c'est effacer les identités d'une majorité de la population de l'agglomération. Et, plus encore, c'est introduire de nouvelles lignes de fracture très dangereuses pour l'avenir.

(1) *Les territoires du quotidien* par un collectif de l'Université de Pau et des pays de l'Adour, éditions de l'Harmattan

La confusion érigée en système

«Parler clair», ce fut le slogan d'un premier ministre. Il cherchait ainsi à se distinguer, au milieu d'une classe politique qui devenait de plus en plus experte dans le maniement de la langue de bois. Le slogan a fait long feu. On peut le constater chez nous sur la question du nationalisme basque. A part Mme Alliot-Marie, certains de ses amis, M. Espilondo, et quelques autres, les positions restent en général dans le clair-obscur. A croire que la personnalité et le caractère comptent pour beaucoup dans l'expression des idées.

Dans la Constitution, à l'article 4, on apprend que «les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage». A travers les différents médias, le citoyen peut arriver à se faire une opinion s'il conserve un minimum de sens critique et s'il prend soin de diversifier ses sources. D'autre part, les partis politiques qui s'expriment dans ces médias, devraient lui apporter, par une argumentation convaincante, une mise en perspective des événements et une interprétation dans le cadre plus vaste d'une philosophie politique. Mais, souvent, on tente de lui servir un salmigondis de lieux communs et de faux-fuyants.

Un exemple en est donné dans un article publié dans *Sud-Ouest* du 12/09/2000 par le responsable local d'un parti de centre-droit qui évoque la situation en Euskadi après les événements dramatiques de ces derniers mois. L'approche politique qui y est développée est, à notre point de vue, l'archétype de la démarche mystificatrice.

Dès la première phrase, le ton est donné : «Lorsqu'un fonctionnaire de police est l'objet d'un attentat à Anglet, on ne peut que rejeter un tel acte et regretter l'insuffisance des effectifs de police». Si attentat il y a eu, c'est que des terroristes (ou plutôt, ici, des apprentis terroristes) l'ont fomenté, dans des buts politiques connus (l'auteur évoque bien ensuite ETA). Mais, on en reste là, pas la moindre analyse pour comprendre les raisons de l'événement. On regrette, on verse une larme, et pour faire bonne mesure, on accuse le pouvoir central d'impéritie, voire d'incapacité. En d'autres temps, un mot désignait ce genre d'attitude, poujadisme.

Le nationalisme basque

Mais un point significatif dans cet article principalement consacré à la situation en Euskadi est que le mot

«nationalisme» n'est jamais écrit. Il ne figure, en fait, que par l'initiale N du PNV (Parti Nationaliste Basque) dont on n'arrête pas de nous vanter la politique passée, présente et future. Et pourtant, on ne peut nier que toute la situation découle de l'affirmation du nationalisme basque : nationalisme radical de la part de ETA, qui tue ceux qui ne sont pas de son avis, ou de HB/EH, sa vitrine légale, qui ne condamne pas les assassinats ; nationalisme dit modéré du PNV qui, lors de son dernier congrès (cf notre brochure n°3), a bien précisé son objectif de souveraineté du Peuple basque et d'intégrité du territoire d'Euskal Herria, englobant la Navarre et une partie de la France. Ces deux branches d'un même nationalisme s'étant rejointes (pacte Lizarra ou *Udalbiltza*), la moitié de la population d'Euskadi s'est sentie rejetée ; ce qui a provoqué la cassure qui a été clairement soulignée lors de la manifestation de *Basta ya* le 23 septembre à Saint-Sébastien.

Ces faits-là se trouvent au centre des polémiques que reflète la presse espagnole. Mais pour le rédacteur de l'article, ils n'existent pas, ils n'ont jamais existé, on ne les évoque même pas : surtout, pas de politique, on risquerait de troubler des électeurs potentiels. Alors on aligne des phrases sur la démocratie espagnole, on déverse des tonnes de bons sentiments, et on répète la tactique utilisée pour l'attentat d'Anglet : les responsables sont ceux (du gouvernement) qui n'ont pas su éradiquer cette violence (dont le lecteur ne connaîtra jamais la cause). De la même façon, on appuie le PNV dans sa recherche du dialogue mais on ne saura jamais avec qui il faut dialoguer ni dans quelles conditions.

Le summum de cette ambiguïté érigée en système se trouve dans l'utilisation des mots «Pays basque».

Quel Pays basque ?

Que la section d'un parti politique ait choisi de les accoler à son sigle national, c'est son affaire. Mais dans l'article, il est aussi question, à plusieurs reprises, du «Pays basque». De quel Pays basque s'agit-il ? Est-ce le même, est-ce un autre territoire qui porterait le même nom ? La question reste sans réponse. Les *abertzale* parlent de Pays basque nord et sud, et on sait à quoi s'en tenir. Mais ici, point de distinction. On entretient volontairement la confusion, dans un but dissimulé, mais clairement exprimé ailleurs.

M. Lamassoure, ancien ministre, précisait dans *Sud-Ouest* du 26 mai dernier : «ma responsabilité, c'est de construire le contexte administratif et politique de 2020 et de profiter du fait que, grâce à l'Europe, il n'y aura plus de frontières entre les Basques». C'est une façon de nier la citoyenneté française. C'est oublier que la République transcende les différences tout en les respectant. Va-t-on, comme le préconise M. Otegi, vers une carte d'identité basque ? Que deviennent ceux qui ne sont pas ou ne veulent pas être uniquement basques ? C'est un des sujets de polémique en Euskadi. Comment alors distinguer ces Français qui persisteraient à habiter ce nouveau territoire appelé Pays basque ? On pourrait leur demander de porter sur la poitrine un signe distinctif, une pastille autocollante colorée par exemple. Et s'il n'y a plus de frontière sur la Bidassoa, où va-t-on tracer la nouvelle frontière entre les Basques et les autres ? car il faudra bien distinguer les territoires, par exemple pour savoir où s'appliquera la fiscalité et le droit français d'un côté et la fiscalité et le droit basque de l'autre ? Là encore, on peut suivre les conseils de M. Otegi, un Pays basque «de l'Adour à l'Ebre». Ainsi, par recoupements, on comprend mieux où on veut en venir. Alors pourquoi s'en cacher ?

par crainte d'effrayer une partie de son électorat qui ne comprendrait pas un tel langage ?

Tout un programme

Aussi, l'auteur de l'article préfère pour l'instant évoquer la décentralisation. Mais c'est toujours dans le même style : ce parti « défend les identités locales car la démocratie s'appuie sur des valeurs profondément enracinées. etc, etc... ». Et ça continue ainsi pendant tout un paragraphe. Tous les lieux communs éculés sont appelés à la rescousse comme la richesse du terroir ou la nécessité de conjuguer tradition et modernité. Voilà un programme politique particulièrement structuré qui éclaire les citoyens et leur permet de se déterminer en connaissance de cause.

De la même façon, on évoque les régions autonomes en Espagne. On cite bien sûr la Catalogne et le Pays basque, « qui se placent au premier rang des régions européennes ». Quel est le critère de classement ? Le PIB, le niveau d'autonomie ? Que la puissance économique et culturelle de la Catalogne se soit affirmée au cours des siècles, que l'essor industriel du Pays basque date de l'exploitation du minerai de fer et des échanges minerais-charbon avec l'Angleterre, tout cela est négligeable. Le cas de la Galice, « nationalité » historique, n'est pas évoqué car il ne doit pas être jugé valorisant. Quant à la région autonome d'Andalousie, avec son chômage endémique, il vaut mieux l'ignorer. Bref, une analyse superficielle pour mettre en valeur l'Euskadi vers laquelle on penche.

Manifestement, tout ce discours n'a qu'un but : en insistant sur « le patrimoine culturel » ou sur « les racines », on accrédite l'idée d'un Pays basque pré-défini et monoculturel, qui mériterait une autonomie propre. Cette autonomie ne saurait se distinguer de celle existant dans le Pays basque d'outre-Bidasoa. Ainsi serait formée cette « Nation basque » (avec N majuscule dans le communiqué du PNB paru dans *Sud-Ouest* du 10/05/2000). Il est d'ailleurs significatif que la Région Aquitaine ne soit jamais évoquée. Cette communauté-là est sans intérêt puisque sans lien ethnique.

Pierre-André Taguieff

(Suite de la page 1)

apparaître comme un mouvement de rébellion ou de résistance vis-à-vis de cette thèse selon laquelle certains attachements primordiaux étaient considérés comme dépassés, comme de simples survivances dont il fallait se débarrasser pour marcher sur la voie unique du progrès avec un grand P.

Je voudrais maintenant insister sur les caractéristiques des États souverains et du principe de l'auto-détermination des peuples.

Si l'on suppose, après Elie Kedourie, que le nationalisme est une doctrine inventée en Europe au commencement du XIXe siècle, il fournit un critère pour déterminer plus exactement l'unité de population adéquate, susceptible de se satisfaire d'un gouvernement qui lui soit propre pour l'exercice légitime du pouvoir dans l'État, et en vue de l'organisation juste d'une société des États.

L'idée directrice est que l'unique type légitime de gouvernement est un auto-gouvernement national, ce qui suppose qu'il n'y ait pas deux nations dans l'État. L'idéal égalitaire se confond avec le principe d'homogénéité. Le nationalisme est intégrateur. Le nationalisme de la nation se construisant est intégrateur parce qu'il prétend surmonter le clivage hiérarchique entre riches et pauvres. Donc en finir avec les deux nations, celle par exemple issue des conquérants et celle issue des conquis. (...)

Finalement, une seule nation ou un seul peuple, et non pas deux, c'est le principe décisif. (...)

On peut distinguer, au sens très large, quatre vagues ou étapes successives du nationalisme. Les trois premières vagues sont historiquement bien identifiées :

- La première, c'est le nationalisme bourgeois d'en bas (culturel) ou d'en haut (politique), à l'époque de la construction des États-nations modernes (XVIIIe et XIXe siècles)

- La deuxième est représentée par le nationalisme des États-nations

constitués qui, imprégné de racisme et orienté par des idées impérialistes, est à l'origine, en particulier, des première et seconde guerres mondiales.

- La troisième vague : le nationalisme de libération, anti-colonialiste et anti-impérialiste, soit un nationalisme d'importation et d'imitation, lié à la décolonisation et souvent fortement ethnicisé. Mais je dirai que ce sont des ethnicités, des revendications ethniques instrumentales, réactives ou réactionnelles, destinées à contester, précisément, ce mouvement d'éradication des identités liées à la colonisation ;

- La quatrième vague du nationalisme, celle que nos contemporains vivent dans la crainte, la fausse conscience et la culpabilité diffuse depuis quelques années, pourrait simplement se définir comme l'ensemble des réactions identitaires plus ou moins convulsives contre les effets ambigus, déstructurants et uniformisants de ce que Edward Luttwak a appelé le « turbo-capitalisme ». Il s'agit donc d'un néo-nationalisme constitué par les réactions ethno-nationalistes et séparatistes suscitées par l'achèvement du marché planétaire, par la « mondialisation sauvage ».

Le néo-nationalisme, ou la quatrième phase du nationalisme, renvoie à des formes de mobilisation diversifiées (qui vont de l'ethnicité au fondamentalisme religieux), à divers modes de rébellion et de résistance des « communautés » ou des identités collectives (dotées ou non d'une conscience nationale). ...

Ma thèse, c'est que la fragmentation ethnico-religieuse et conflictuelle suit comme son ombre l'uniformisation marchande et communicationnelle du monde.



Échos, échos, par çï

Le loup devenu berger

Une nouvelle association «Echanges Pays Basque» nous invite à une rencontre-débat à Paris sur le thème «Quelle formule de territoire pour le Pays basque ?». La lettre d'invitation est signée par M. Jacques Saint-Martin, qu'on connaît bien par ailleurs. Il fut parmi les premiers à s'allier en 1974 aux nationalistes basques, M. Abeberry en tête, pour créer une association réclamant un département basque. Un précurseur en quelque sorte. Il choisit d'entraîner la CCI dans des prises de position très marquées en faveur de ce même département (à ce sujet, on peut constater un indéniable changement d'attitude dans l'état-major actuel). Il fut à l'initiative d'une «association pour un nouveau département», cousine germaine de l'association des élus. Ne craignant pas le ridicule, on l'a vu parader l'année dernière aux fêtes de Bayonne avec M. d'Elissagaray, arborant T-shirt blanc à la gloire du département. Son analyse la plus remarquable est certainement celle du 9 octobre de l'année dernière, à la suite de l'attentat qui détruisit l'émetteur de la Rhune : il avait alors laissé entendre que l'opération avait été perpétrée par des provocateurs chargés de saboter la grande m a n i f e s t a t i o n des départementalistes. Il a montré ce jour-là la sûreté de son jugement et son sens aigu de la stratégie. Mais le journal indépendantiste *Gara* a rapidement coupé court à ces égarements.

Aujourd'hui, cherchant à redorer une image un peu ternie, il réapparaît avec une nouvelle association (ce n'est que la troisième du genre). Il organise même une réunion à caractère privé dans laquelle il recevra ses invités. Bref, il se pose maintenant en conciliateur et en sage. Vient à l'esprit la fable de La Fontaine «*Le loup devenu berger*» (livre 3) où un loup se déguise en berger car il «*commençait d'avoir petite part aux brebis de son voisinage*». Finalement

le prédateur échoue et se fait prendre à cause de son déguisement : «*Toujours par quelque endroit fourbes se laissent prendre*». Pour mieux se dissimuler, le loup aurait volontiers écrit sur son chapeau «*C'est moi qui suis Guillot, berger de ce troupeau*». Puisque M. Jacques Saint-Martin est amateur de T-shirt, nous lui conseillons d'en acheter un (le jaune est très mode cette année) et d'y inscrire «*c'est moi qui suis JSM médiateur autoproclamé*».

Pour notre part, nous déclinons l'invitation. Nos adhérents comprendront. Nous ne sommes pas des agneaux pour faire le jeu du premier loup venu. Nous avons médité la morale de la fable :

*Quiconque est loup agisse en loup ;
C'est le plus certain de beaucoup.*

Les loups et les brebis

On se souvient que, lors d'un conseil municipal à Biarritz, à la suite des propos du maire, M. Borotra, son adjoint M. Abeberry, «la voix étranglée par l'émotion» selon la journaliste présente, avait affirmé sa «condamnation de la violence». Ces fortes paroles avaient laissé sans voix tous les participants.

Condamner la violence, c'est le moins que l'on puisse faire lorsqu'on est un élu. A-t-on jamais vu en France quelqu'un de sensé se déclarer partisan de la lutte armée (en dehors des périodes où la patrie est en danger). Mais, en même temps, M. Abeberry n'évoque pas - et donc maintient - ses positions politiques qui, on l'a bien vu, sont génératrices de cette violence qu'il affirme condamner.

Mesurer les conséquences géopolitiques de cette violence, avec les incidentes que l'on devine au niveau de notre région, en tirer les conséquences sur l'attitude à adopter, esquisser des solutions, c'est ce que les citoyens attendent de M. Abeberry comme de tous les hommes politiques. Mais ce fut, ce jour-là, un peu court. On comptait pourtant sur l'influence bénéfique qu'un maire charismatique peut

avoir sur son adjoint dans le cadre de leur «travail en commun».

En feuilletant La Fontaine, nous avons relu la fable «*Les loups et les brebis*» dans laquelle «*les loups firent la paix avecque les brebis*» et sa conclusion :

*Nous pouvons conclure de là
Qu'il faut faire aux méchants guerre
continue.*

*La paix est fort bonne de soi,
J'en conviens ; mais de quoi sert-elle
Avec des ennemis sans foi ?*

Un militant professionnel

Les «démos», émules de José Bové. C'est le genre de formule dans l'air du temps qui plaît aux journalistes. On la retrouve d'ailleurs dans toute la presse nationale, *Le Monde* du 24



août 2000 en faisant même le titre d'un article. Si le lecteur est quelque peu attentif, il lit tout de même au détour d'une phrase que le principal animateur de ce groupe, celui que l'on voit dans toutes les manifestations ou conférences de presse (et elles ne manquent pas), Jean-Noël Etcheverry, est désigné comme «*abertzale et militant professionnel*». On comprend ainsi que ce monsieur est permanent de parti politique, salarié d'Abertzaleen Batasuna. Or, on sait également que ce parti est financé par Herri Batasuna, vitrine politique de ETA. Quand à l'argent de ETA... Au niveau de l'idéologie, on retrouve le même objectif de «construction nationale» d'une nation basque indépendante, partagé par ETA, HB, AB et aussi Haika, résultat de la fusion des deux mouvements de jeunes radicaux du «nord» et du «sud».

Il apparaît ainsi un pôle commun à

tous ces groupes, chacun ayant son propre rôle à l'intérieur d'une stratégie globale. Il est clair que les «démos» ont en charge une sorte de «*kale borroka* soft» à la française.

Qui sera notre JR?

Après les accords de Matignon sur l'évolution du statut de la Corse, on a vu fleurir tout un bouquet de fleurs de rhétorique. Ainsi, *Le Monde* du 24 août, écrivant sur le Pays basque, citait évidemment M. d'Elissagaray : «Il nous manque un José Rossi». Bien entendu, le journaliste reprenait aussi les sonnettes éculées : «Vieille de deux siècles, la revendication (d'un département basque) n'a jamais pu aboutir, ...». Qui a bien pu lui souffler cette fallacieuse interprétation de l'histoire ?

Dans la presse locale cette fois, c'est rebelote. *La Semaine* du 1er septembre titrait : «Le Pays basque manque d'un José Rossi». Encore M. d'Elissagaray, allez-vous penser. Eh bien non, c'est une remarque d'Abertzaleen Batasuna.

On sait qu'évidemment, l'association des élus et AB n'ont aucun lien, sauf qu'ils revendiquent ensemble pour un département Pays basque. Qu'ils en arrivent à utiliser les mêmes expressions est une simple coïncidence. Si ce n'est pas de l'osmose, on pourrait évoquer la télépathie.

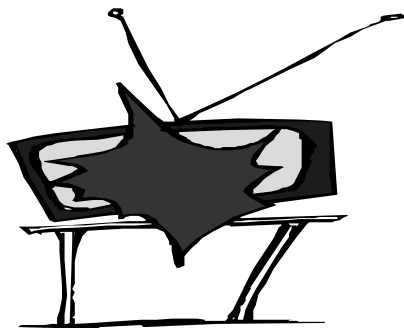
Quant au fameux José Rossi bis, après la gifle reçue par l'original aux élections municipales d'Ajaccio, il doit faire moins rêver. Le clone qu'il reste à fabriquer ne naîtra pas sous de bons auspices.

Et M. d'Elissagaray ? le secrétaire cherche à se camoufler derrière son président, comme dans le numéro de *La Semaine* déjà cité. Mais son style inimitable le trahit. Quand on lit «il faut être de mauvaise foi pour...» parce que certains ont l'outrecuidance de ne pas être d'accord avec le rédacteur, inutile de chercher la signature en bas de l'article. Autre formule très usitée «le mépris pour le Pays basque» quand on repousse ses

propositions. Ceci joint à une élégance de pensée dont on avait eu un exemple dans le « je ne sens pas chez vous l'amour du Pays basque » qu'il avait lancé à Pierre Bidart. Aurait-il le monopole de ce sentiment ? On n'ose le croire.

Le bon vecteur

La chaîne de TV locale FR3 assure régulièrement la couverture des exploits des «démos». Ses caméras sont toujours à l'heure aux rendez-vous fixés, que ce soit à Bayonne ou à Pau. Jamais les acteurs ne manifesteraient avant les essais de cadrage du réalisateur et le clap de tournage. Ensuite, FR3 diffuse le spot publicitaire (et plutôt deux fois qu'une). Le commentaire qui accompagne les images est à la hauteur des dialogues échangés par les acteurs. Rien ne manque pour rechercher une efficacité maximum du vecteur publicitaire. Peut-être parviendrait-on à aiguïser davantage la curiosité de l'auditeur en précisant que ces «démos» sont un groupe satellite du parti séparatiste AB.



Culturel, pas politique

La presse a rendu compte d'une réunion qui s'est tenue récemment dans la salle des fêtes de la mairie d'Anglet, à l'initiative de M. Lamassoure. Il s'agissait de la présentation, par l'Académie basque, «d'un opuscule donnant la liste officielle en basque des noms des communes du Labourd et de leurs habitants». L'académie avait quitté la rue Thiers à Bayonne pour se transporter à Anglet, «commune connue pour ses racines gasconnes», comme le remarque le

journaliste. Cette migration était due seulement au fait que le président de l'Académie, M. Haritschelhar, habite Anglet et que le maire de l'époque, M. Lamassoure, lui avait proposé d'organiser cette manifestation. Ceux qui y verrait une double manoeuvre politique seraient des gens bien mal intentionnés. D'ailleurs, il suffit de noter les honorables participants. M. Gorostiaga, député européen comme M. Lamassoure, élu sur la liste de Euskal Herriarrok, vitrine légale de ETA. M. Aniotzbéhère, maire de Sare, patriote basque (*abertzale*), participant actif à la dernière Aberri Eguna, placée sous le patronage de l'*Udalbiltza*, et président de l'association des élus pour un département Pays basque. M. Haritschelhar tient une rubrique régulière dans le journal indépendantiste *Enbata*, et ses relations avec M. Abeberry ne datent pas d'hier puisqu'il était, comme M. Saint-Martin, du groupe des fondateurs de la première association pro-département. Quant à M. Henrike Knörr, basque d'Euskadi, il n'hésite pas à demander une officialisation de l'euskara en France et regrette que le Gouvernement français s'oppose à la création d'un département Pays basque. Bien sûr, d'après lui, «il est idiot d'offrir de tels arguments à l'ETA et à EH». Donc, réunir tous ces gens à Anglet ne correspond pas à une nouvelle étape vers une basquisation exigée par certains. Ces érudits ne s'intéressent qu'à leur culture.

Dans le même esprit, M. Lamassoure, par son initiative, ne fait que démontrer son ouverture d'esprit vis à vis des cultures locales. Ce n'est en aucun cas une autre manière de réaffirmer ce qu'il voudrait nous faire prendre pour une évidence, les habitants du BAB sont des basques en Pays basque. C'est encore moins un appel du pied à la mouvance indépendantiste qui comprendra ainsi, les échéances électorales approchant, qui se charge de défendre ses intérêts à Anglet.

Échos, échos, par là

Dérapages contrôlés

Qu'on se rassure. L'eurocité basque, projet de la Diputación Foral de Gipuzkoa et de la Communauté d'agglomération du BAB existe bel et bien. La preuve, un site Web a été créé.

On y apprend notamment que, dans cette entité territoriale, cette conurbation, «les (600.000) habitants partagent une appartenance culturelle au plus ancien peuple d'Europe, les Basques». Un fois de plus, on avance comme une évidence que les habitants du BAB seraient Basques, la référence ethnique étant ici clairement exprimée. Avant d'être habitants de l'eurocité, nous sommes d'abord des citoyens français. De plus, le passé gascon de l'agglomération, la diversité culturelle actuelle, tout cela serait effacé pour cause de relations suivies avec l'agglomération de Saint-Sébastien. Et pour bien apporter la preuve de cette assertion, on a photographié un jeune couple habillé de blanc et rouge au milieu du cloître de la cathédrale Sainte-Marie (où les inscriptions de l'époque des bâtisseurs sont en gascon) : un cliché des plus artificiels, dans un style que les vendeurs de cartes postales n'auraient pas osé. C'est tellement factice que même les arcades du cloître paraissent en carton-pâte. Mais le plus ridicule est encore à venir. Une page est consacrée aux grands hommes de l'Eurocité. On y lit le nom d'Edmond Rostand,

ce qui prête déjà à sourire. Et aussi celui de René Cassin. Certes, celui-ci est né à Bayonne, où résidait la famille de sa mère, Gabrielle Dreyfus, qui, par sa grand-mère Félicie Gomès, faisait partie de la communauté des descendants des Juifs d'origine portugaise installés à St Esprit. Mais il a été élevé à Nice dans la famille de son père Azaria. C'est là qu'il a préparé sa «bar-mitzva». Parler à son sujet d'appartenance culturelle au peuple basque est non seulement un contresens mais aussi une offense à ses racines juives. D'autre part, René Cassin avait une haute idée de la France, qui était, pour lui, le symbole incarné de la justice universelle par le droit. Et il regrettait que le nationalisme reprenne à son compte l'affirmation des identités culturelles

Cette volonté d'hégémonie d'une culture sur un territoire qu'elle s'approprie est intolérable dans le cas de René Cassin. L'est-elle moins dans le cas de cet Anglois qui se sent et se sait Gascon depuis de nombreuses générations, qui toutes ont vécu à Anglet ? Après les fantaisies historiques des «demos», allons-nous assister à ce que Jon Juaristi a appelé une «épuration ethnique» déguisée ? Comment les responsables peuvent-ils tolérer de tels dérapages, à l'évidence tout à fait contrôlés ?

L'intran

Au piquet !

Vitoria ou Bilbao sont un peu éloignés pour nous faire entendre mais on ne va pas se priver d'envoyer Javier Arzallus, président du PNV (Parti nationaliste basque d'Euskadi) au piquet. Il s'était déjà fait remarquer par ses déclarations sur la manière dont, à partir de caractéristiques physiques qu'il attribuait aux Basques, il en déduisait que «ethniquement, s'il y a en Europe une nation, c'est bien Euskal Herria». Plus récemment, il déplorait que les élections en Euskadi soient faussées par la présence «d'émigrés» espagnols non basques. Dans ses commentaires après le coup de filet qui a démantelé l'appareil logistique de ETA en France, il remarquait : le Gouvernement français et ses forces de sécurité «arrêtent (les gens de ETA) quand ça leur convient, quand il faut faire un cadeau, et, vraisemblablement, quand ils doivent encaisser quelque chose du Gouvernement espagnol». On voit en quelle estime il tient les institutions de la France et combien il se réjouit de leur efficacité. Au piquet, il pourra scander avec nous : bravo la police française et plus particulièrement les R.G. Nous avons conscience que c'était de chez nous que partaient les engins de mort. On sait que maintenant, les terroristes, qui poursuivront leurs actions, auront plus de difficulté pour les accomplir, et c'est un point positif.



Bulletin d'adhésion à retourner à l'association

J'adhère à votre association et vous encourage à poursuivre votre action. Je vous adresse ma cotisation pour l'année 2000 (chèque de 100 F à l'ordre de CAP Vivre Ensemble).

M. et/ou Mme Tél :

adresse :

.....

CAP (Citoyens en Adour-Pyrénées) Vivre Ensemble

BP 442 - 64604 ANGLET CEDEX

Tél : 06 63 03 39 11 Fax : 06 63 00 82 92

Mél : CAPVivreEnsemble@wanadoo.fr

Directeur de la publication : Jacques Betbeder